

REÇU EN PREFECTURE

le 26/06/2023

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-20230623-ARR2023\_398



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

OUISTREHAM

26 MAI 2023

Courrier N° .....

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL  
DE LA COMMISSION DE SECURITE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **LIDL**  
**ERP N° E 488 00017 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MME LENORMAND**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **ROUTE DE CAEN**

ACTIVITE(S) : **COMMERCIALE**

TYPE(S) : **M**

CATEGORIE : **3<sup>ème</sup>**

Le 23 mai 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 17 mai 2023.

**En conclusion,**



La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE  
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

**AVIS FAVORABLE**

**à la poursuite de l'exploitation**



La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

**Julien COEURET**

Document annexe comportant.....5..... feuillets et  
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



# PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté*  
*Égalité*  
*Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 26/06/2023

Application agréée E-legalite.com

22\_AU-014-211404884-20230623-ARR2023\_398

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu  
☐ Constat de Carence  
de la commission de sécurité  
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **LIDL**  
**ERP N° E 488 00017 000**

**OBJET :** *VISITE PERIODIQUE*

EXPLOITANT : *MME LENORMAND*

COMMUNE : *OUISTREHAM*

ADRESSE : *ROUTE DE CAEN*

ACTIVITE(S) : *COMMERCIALE*

TYPE(S) :  $M$

CATEGORIE : 3<sup>ème</sup>

Le 23 mai 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 17 mai 2023.

### RESUME DE LA REUNION :

[illegible]



**PREFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

N/Réf. : WBr/PB/2023 – VP170523 – LIDL - Ouistreham  
Affaire suivie par : Adjudant Chef Wilfrid BRINDJONC  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

**DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL**

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.  
LIDL – Route de Caen à Ouistreham – ERP N° E 488 00017 000

Réf. : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.  
PV de visite de la commission en date du 01/07/2013.

Le 17 mai 2023, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement en a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. MAUGER :	Conseiller Municipal de la ville de Ouistreham.
ADC BRINDJONC :	Préventionniste au S.D.I.S.
Mme LENORMAND :	DM.
M. GAILLON :	Facility Manager.

4

REÇU EN PREFECTURE

le 26/06/2023

Application agréée E-legalite.com

**DESCRIPTION**

Le présent rapport a pour objet la visite périodique, l'établissement n'a pas subi de modification depuis l'avis favorable émis lors de la dernière visite de périodique datée du 18/06/2018 (PV du 01/07/2013).

L'établissement est implanté en zone commerciale, il est accessible à partir de la route de Caen sur 3 façades.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par deux poteaux d'incendie situés dans la zone des 200 m.

La distribution intérieure traditionnelle établie sur simple rez-de-chaussée permet d'obtenir :

- un sas d'entrée de 12,88 m<sup>2</sup>
- un sas de sortie de 14,15 m<sup>2</sup>
- un sas d'issue de secours de 19,71 m<sup>2</sup>
- une surface de vente de 989,03 m<sup>2</sup>
- un local « préparation des pains » assimilé à une cuisine ouverte de 56,67 m<sup>2</sup>
- une chambre froide – 24 heures
- un local technique de 19,29 m<sup>2</sup>
- un local technique de 63,68 m<sup>2</sup>
- une réserve de 141,60 m<sup>2</sup> et un compacteur de 7,5 kW
- locaux sociaux 92 m<sup>2</sup>
- une réserve 24 heures de 99 m<sup>2</sup>
- un quai de déchargement de 85,17 m<sup>2</sup>
- un local de stockage de 8,17 m<sup>2</sup> (ex local poubelles)
- un local surpresseur de 12,94 m<sup>2</sup>

Ce magasin est évacuable au moyen de 3 dégagements totalisant 7 UP (une de 3 UP et deux de 2UP) et les réserves 2 dégagements totalisant 2 UP (code du travail).

Entendu M. GAILLON représentant la société Lidl, signaler au groupe de visite que la surface commerciale accolée à l'établissement, considérée comme un tiers isolée par un mur coupe-feu 3 heures, est devenu centre de formation régional Lidl.

Cet établissement peut être classé de type R en 5<sup>ème</sup> catégorie, un dossier de régularisation devra être transmis en mairie. Cette demande a été faite lors de la visite périodique de 2018 et n'a toujours pas été régularisée lors de la visite du 17 mai 2023 (prescription n°1).

**EFFECTIF**

Conformément à l'article M 2 de l'arrêté du 22 décembre 1981 modifié, l'effectif est calculé à raison d'une personne pour 3 m<sup>2</sup> soit 330 personnes au titre du public, complété par 12 membres du personnel pour un total de 342 personnes.

**CLASSEMENT**

L'établissement, du 1<sup>er</sup> groupe et de type M, est à classer en 3<sup>ème</sup> catégorie.

REÇU EN PREFECTURE

le 26/06/2023

Application agréée E-legalite.com

I) **EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS**

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
DESENFUMAGE	07/03/23	PYROPOSE
CHAUFFAGE	17/04/2023	ELECTRIQUE CLIM REVERSIBLE : HERVE THERMIQUE
ELECTRIQUES ECLAIRAGE DE SECURITE	26/09/2022	SOCOTEC (3 obs code du w, 1 levé par M. PERRIN le 16/11/2022)
GRANDE CUISINE	03/05/23	BIZERBA (four boulangerie)
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	09/09/21 10/10/2022	SOCOTEC (triennal) SOCOTEC (1 obs levé par RECORD le 21/10/2022) Maintenance M. PERRIN
EXTINCTEURS - RIA	04/05/2023	EUROFEU (ria 1 obs levée par HERVE THERMIQUE)
Porte CF	21/10/2022	Record
PORTES AUTOMATIQUES	21/10/2022	Record
EXERCICES d'EVACUATION	21/02/2023	EN INTERNE
INSTRUCTION du PERSONNEL	17/11/2022	AFTRAL ET FIDUCIAL (7 personnel, plan de formation pluriannuel)
DAE	2022	Lieu : proche caisse n°1 en interne + suivi à distance par MEDICASSIST

**Essais**

Ligne téléphonique : Concluant  
Issues de secours pas sondage : Concluant  
Essai de signalisation du SSI : Concluant

II) **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES  
CONSTATATIONS****Suite à l'examen du registre de sécurité**

- 1°) Régulariser l'aménagement du centre de formation Lidl occupant le local commercial accolé conformément à l'article R.143-22 du CCH (déjà demandé par PV du 20/06/2018 prescription 1).

**Suite à la visite**

- 2°) Procéder au réglage de l'ensemble des ferme-portes et des sélecteurs de fermeture équipant les blocs-portes résistant au feu (ex local poubelles et SAS locaux sociaux) (art. CO 44 § 4).
- 3°) Supprimer le stockage dans le sas de sortie de secours, situé en arrière du magasin (art CO 35, CO 37, déjà demandé par PV du 20/06/2018 prescription 4).
- 4°) Identifier les locaux à risques particuliers (art. MS 41 déjà demandé par PV du 20/06/2018 prescription 5).
- 5°) Installer des boutons moletés ou un dispositif équivalent sur les portes donnant vers l'extérieur (art. CO 45 du CCH et R. 4227-6 du code du travail).
- 6°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R 143-41, déjà demandé par PV du 20/06/2018 prescription 8).
- 7°) Assurer une vacuité permanente des circulations principales et secondaires conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. AM 10).

***Le groupe de visite propose un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.***

REÇU EN PREFECTURE

le 26/06/2023

Application agréée E-legalite.com

**Prescriptions permanentes**

- a) Assurer à l'ensemble des personnes travaillant sur le site l'information ou des actions de formation leur permettant de connaître
- la conduite à tenir en cas d'incendie
  - la manipulation des moyens de secours,
  - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
  - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
  - l'accueil des engins de secours
  - le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.  
Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

**III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m<sup>3</sup>**, utilisable en 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados  
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

IV) **RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

\*\*\*\*\*